

Décision très attendue sur le maintien ou non d'un journaliste en prison

RFI, 04-02-2015 Burundi : Bob Rugurika sera-t-il remis en liberté ce mercredi ? Au Burundi, la mobilisation pour la libération du directeur de la plus populaire des radios du pays, la RPA, ne faiblit pas. Ses partisans étaient nombreux mardi autour du palais de justice de Bujumbura. Bob Rugurika est en prison depuis plus de deux semaines, notamment pour « complicité d'assassinat » de trois religieuses italiennes en septembre 2014. Une manifestation alors que l'on attend ce mercredi une décision de la justice sur son maintien ou non en détention.

Tout le monde retient son souffle ce mercredi matin au Burundi. Les journalistes et la société civile, et même une bonne partie de la population, tous sont suspendus à la décision que doit annoncer les juges du tribunal de grande instance de Bujumbura aujourd'hui sur le maintien ou non de Bob Rugurika en prison. Le directeur de la RPA a été arrêté sur mandat du procureur de Bujumbura pour complicité d'assassinat, manquement à la solidarité publique et violation du secret d'instruction. Il en a rajouté un quatrième par la suite : le recel de malfaiteur. Le procureur burundais exige de Bob Rugurika qu'il lui livre l'homme qui a reconnu sur sa radio avoir tué de ses mains une des religieuses italiennes. Le directeur de la station RPA assure de son côté qu'il ne l'a pas gardé sous sa responsabilité d'avoir enregistré. Ce bras de fer a lieu alors que Bujumbura est soumis à des pressions internationales. La mobilisation est quasi quotidienne au Burundi, et sur le plan international, les grandes organisations des droits de l'homme et des migrants, l'Union européenne et les Etats-Unis demandent sa libération. L'ambassadrice américaine aux Nations unies, Samantha Power, y est même allée d'un tweet. Et même si le pouvoir burundais clame à tous vents que c'est à la justice de décider en toute indépendance, personne n'est dupe ici. Tous savent que la décision sera prise. Manifestation de soutien à Bujumbura Comme ils ont promis de le faire tous les mardis, les journalistes et membres de la société civile burundaise étaient nombreux hier autour du palais de justice de Bujumbura où ils ont manifesté pour demander la libération de Bob Rugurika. Ils étaient environ 150, tous portant des t-shirts verts, couleur de l'uniforme des prisonniers burundais ou des t-shirts à l'effigie de Bob Rugurika. Ils ont bravé l'interdiction de manifester du maire de Bujumbura. « Toutes les réponses du maire de la ville pour ce genre de manifestation sont toujours les mêmes. C'est "non" pour des raisons de sécurité qu'il n'explique pas. Donc nous sommes venus parce que nous savons que nous avons le droit selon la loi de le faire », lance Innocent Muhozi, président de l'observatoire de la presse au Burundi. Ils ont donc manifesté dans le calme pendant une trentaine de minutes. Mais quel est le sens de cette mobilisation ? « Pour faire libérer Bob Rugurika », « Parce que j'estime qu'il est détenu injustement », « Pour montrer qu'il n'y a pas d'accord avec l'emprisonnement du directeur de la RPA », répondent les uns après les autres les militants. Dans la foule, il y a de nombreux visages connus de la société civile burundaise dont la célèbre Marguerite Barankitse récompensée du Prix pour la prévention des conflits de la Fondation Chirac en 2011. Elle est venue de sa lointaine province de Ruyigi dans l'est du Burundi. Foulard vert sur la tête, elle avance avec une bougie allumée à la main : « Je suis ici avec une bougie pour montrer que c'est toujours la lumière qui chasse les ténés et je voudrais et je cris haut et fort qu'on le libère. » Lundi, les juges ont entendu Bob Rugurika dans sa prison de Muramvya, au centre du Burundi. « Nous attendons sa libération sans condition, immédiatement, pas autre chose que cela », dit un manifestant. Tout le monde attend avec impatience la réponse de la cour.